

De la réélection à l'éviction de Dilma Rousseff

INTRODUCTION

- I) Définition de concepts : réélection- éviction-stratégie
- II) Biographie de Dilma Rousseff
 - 1- Vie personnelle
 - 2- Parcours politique
- III) De la réélection à l'éviction
 - 1- Un deuxième mandat à la tête du Brésil
 - 2- L'éviction

II) BIOGRAPHIE DE DILMA ROUSSEFF

II- 1 parcours civil

Fille d'un avocat et homme d'affaires bulgare Pedro Rousseff, Dilma est née le 14 décembre 1947 à Belo Horizonte au Brésil. Sympathisant du Parti communiste bulgare, son père émigre en 1929 en France, où il vit jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il s'installe en Argentine en 1944 puis au Brésil, où il épouse Dilma Jane da Silva, la mère de Dilma Rousseff avec qui il a trois enfants. Dilma étudie à l'université fédérale du Rio Grande do Sul et décroche un diplôme en sciences économiques en 1977. Elle est mère d'une fille.

Elle annonce qu'elle est atteinte d'un cancer lymphatique le 25 avril 2009. Elle subit une opération, puis un traitement de chimiothérapie, à l'issue duquel elle est guérie

2) Son parcours politique

Pendant la dictature militaire, Dilma Rousseff intègre le commando de libération nationale, mouvement de résistance, devenu plus tard le VAR Palmares. Arrêtée en 1970, elle est torturée pendant vingt-deux jours, puis condamnée par un tribunal militaire et détenue trois ans jusqu'en 1973.



La jeune Dilma Rousseff face à ses juges militaires en 1970

À l'époque de sa détention, elle est surnommée la « Jeanne d'Arc de la guérilla », en raison de son implication dans le mouvement. Une fois libérée, elle ne baisse pas les bras en s'impliquant dans la vie politique jusqu'à son accession à la magistrature suprême. À la fin des années 1970, elle épouse un membre du mouvement guérillero, Carlos Franklin Paixão de Araújo, avec qui elle a une fille, et s'installe avec lui dans l'État du Rio Grande do Sul, où elle finit ses études, tout en restant un membre actif du Parti Démocratique Travailleiste (PDT). En 1986, Dilma Rousseff fait son come-back politique et est nommée au poste de secrétaire d'État à

l'Agriculture. Elle devient ensuite secrétaire d'État à l'énergie en 1991, et ce, durant quatre ans, poste qu'elle occupe de nouveau en 1998, mais cette fois-ci sous le titre de secrétaire d'État à l'énergie et aux communications. Dans ce cadre, elle entreprend de grands projets d'intérêt public au niveau du secteur routier et du transport ainsi qu'au niveau de l'énergie. En 2000, elle intègre le Parti des Travailleurs. C'est en 2003 que, nommée par le président Luiz Inácio Lula da Silva, elle obtient le portefeuille ministériel de l'énergie. En 2005, Le président Lula, voyant en elle son futur successeur, la nomme Chef de Cabinet de la Présidence de la République fédérative du Brésil. Ce poste correspond en quelque sorte à la place de numéro deux au Brésil. Elle joue un rôle prépondérant dans le programme d'accélération de la croissance économique et sociale du pays. Dilma Rousseff est en même temps Présidente du Conseil d'Administration



Dilma Rousseff, en 2005.

de Petróleo Brasileiro S.A (Petrobra), une société d'État chargée de la gestion et de la recherche des ressources pétrolières au Brésil. Quoi qu'il en soit, le tandem Lula-Dilma marche fort si bien que Dilma se présente aux élections présidentielles du mois de septembre 2010. Elue au second tour avec 56% des voix, Dilma Rousseff devient présidente de la République du Brésil le 1er janvier 2011. Première femme élue au poste de président du plus grand pays de l'Amérique latine, ambitieuse et capable, Dilma Rousseff s'engage encore plus dans le combat socio-économique qu'elle a déjà mené auparavant.

III) DE LA REELECTION A L'EVICITION

III-1 Un deuxième mandat à la tête du Brésil

Même si la communication est primordiale dans le marketing politique, celle-ci n'est que la partie émergée de l'iceberg. Le marketing politique étant avant tout une stratégie de conquête électorale grâce à un message avec le bon fond et la bonne forme. Les thèmes de campagnes font donc partie de cette stratégie car ils abordent les sujets d'intérêts pour les électeurs. Dans cette veine, Dilma

Rousseff a bâti sa campagne électorale sur trois points fondamentaux à savoir : la réforme de la constitution, la lutte contre la corruption et la relance économique.

III-1 son projet de société

III-1-1 La réforme de la Constitution

L'idée n'est pas inédite. Depuis des années, la réforme du système politique, indispensable dans un système à bout de souffle avec 28 partis représentés au Congrès de Brasilia, revient périodiquement sur le devant de la scène. Mais aucun gouvernement n'a encore osé mettre en œuvre ce vaste chantier. Quelques semaines après le début de la fronde sociale de juin 2013, Dilma Rousseff avait proposé un changement des règles en créant une assemblée constituante chargée de préparer une profonde « réforme politique ». La proposition avait été retirée au bout de quarante-huit heures devant le rejet d'une majorité de députés, soutenus même par certains élus du Parti des travailleurs.

Cette fois-ci, Dilma Rousseff a fait de cette réforme la priorité de son second mandat. Sans dévoiler le contenu de son projet (financement des partis, représentativité électorale, mode de scrutin, etc.), la présidente a promis de promouvoir cette réforme en dialoguant avec le Parlement et en consultant les Brésiliens par référendum. L'éventualité d'une réforme constitutionnelle menée par une assemblée constituante viserait à passer outre le barrage des parlementaires, peu motivés par l'idée d'une perte de certains privilèges.

III-1-2 La lutte contre la corruption

La corruption s'est imposée comme un thème central de la campagne présidentielle. Face aux affaires, l'intolérance des Brésiliens vis-à-vis de ce fléau n'a cessé de croître. Avec un montant difficile à mesurer en termes financiers, le préjudice pour le pays s'élève, au bas mot, à 0,5 % du PIB, selon le site Internet Congresso em Foco.

De nouvelles bases légales ont été établies lors du premier mandat de Dilma Rousseff. Le Sénat a approuvé un projet de loi criminalisant la corruption et la loi dite « Ficha limpa » (« fiche propre » ou « casier judiciaire vierge ») est entrée en application. La présidente, elle-même, a limogé en 2011 sept ministres soupçonnés de corruption. Il n'empêche, même si le PT a réussi à faire passer l'idée que la corruption n'était pas sa marque exclusive, que les scandales, comme celui impliquant le producteur de pétrole Petrobras, ont durablement terni son image.

Au cours de la campagne, Dilma Rousseff a promis de durcir les lois contre la corruption, dont celles qui punissent les fonctionnaires convaincus d'enrichissement illégal. Ce faisant, elle a insisté sur le fait qu'elle allait chercher à appliquer davantage les lois déjà votées, et sévir contre l'« impunité qui protège les corrompus ».

III-1-3 La relance de l'économie

Elue en 2010 dans l'euphorie finissante de l'âge d'or de la présidence Lula, Dilma Rousseff a hérité d'une croissance économique annuelle de 7,5 %. En 2014, année électorale, Brasilia ne tablait plus que sur 0,7 % de hausse de PIB – voire 0,3 % selon l'OCDE. En 2015, le pays ne devrait pas connaître une croissance supérieure à 1,7 % selon les prévisions les plus optimistes, une estimation en dessous de la moyenne mondiale et très loin des autres grands émergents du club des Brics. Attaquée sur son maigre bilan marqué par une croissance ralentie et une inflation qui frôle le plafond officiel (6,5 %), la présidente a évoqué ces derniers mois un contexte international dégradé, assurant qu'elle a créé les bases d'un nouveau cycle de croissance. Le chômage est certes à un plus bas historique (4,9 % en septembre), mais de nombreux autres indicateurs ont basculé dans le rouge. Les exportations ont diminué et devraient être pénalisées par la baisse des cours des matières premières. L'industrie, elle, peine à retrouver un nouveau souffle et le coût de la vie est devenu de plus en plus élevé.

Dilma Rousseff a promis de mener une réforme fiscale et de continuer à augmenter le salaire minimum. Elle a également réaffirmé son engagement en faveur de la discipline budgétaire et à contenir l'inflation. Dès sa réélection, Rousseff devrait se mettre au travail pour trouver un successeur à Guido Mantega, l'ex-ministre des finances lâché par la présidente afin de donner des gages aux marchés et aux investisseurs tentés par le candidat Neves. Selon les spécialistes, une des difficultés du futur ministre sera de rétablir les canaux de communication avec les différents secteurs économiques avides de réformes structurelles. Ces trois principaux axes du projet de société de Dilma sont soutenus par deux sujets qui mobilisent beaucoup les émotions et la sensibilité de la doxa à savoir les questions de l'avortement et de l'homosexualité. A cet effet, nous rappelons que le marketing politique joue plus sur les aspects émotionnels que sur les programmes précis et les points techniques. « *En politique, ce qui est cru devient plus important que ce qui est vrai* » disait Talleyrand. Rousseff s'est par ailleurs prononcée pour que l'avortement, aujourd'hui interdit, puisse être pratiqué dans les hôpitaux publics et pour le mariage homosexuel légalisé par le Tribunal suprême fédéral.

De même, la coupe du monde 2014 au Brésil est un coup de pouce pour Dilma Rousseff qui dope sa campagne électorale sur les retombées de cette compétition planétaire que le Brésil abrite. Tout le monde, elle y compris, attend avec impatience le sacre de la Seleçao. En fait, Dilma Rousseff compte bien surfer sur la vague jaune pour enchaîner un second mandat présidentiel. Ce qui lui a permis d'ailleurs de gagner quatre points entre juin et juillet, selon un sondage publié début juillet par l'Institut brésilien Datafolha, dans les colonnes du quotidien Folha de Sao Paulo.



Le quotidien estime les intentions de vote en sa faveur à 38%, lui créditant quatre points de plus que le mois précédent. Elle annonçait au cours d'une rencontre avec le président de la FIFA, Sepp Blatter : « *Je remettrai la Coupe au vainqueur dimanche, j'espère que ce sera le Brésil* ».

En somme la direction de campagne de Dilma la présente comme celle qui incarne la continuité de la politique de réduction de pauvreté par la lutte contre la corruption et par la relance de l'économie, en passant par la réforme constitutionnelle. Par ailleurs, Rousseff et le Parti des travailleurs axent leur campagne sur le bilan des 12 années au pouvoir du PT, et notamment les programmes sociaux à destination des plus modestes, mettant en garde contre le risque de perdre les avantages acquis si un autre parti devait l'emporter Mais qu'en est-il de la segmentation et des cibles privilégiées de son équipe de campagne ?

III-2 la cible

Le but du marketing politique consiste à tenter de conquérir des parts de marché à savoir d'obtenir l'adhésion des électeurs et plus encore toute autre personne ayant une influence sur le mode de scrutin (les parlementaires, les sénateurs, les hommes politiques influents, les lobbies). Dans cette pléthore d'acteurs Dilma Rousseff mettra prioritairement l'accent sur la classe moyenne et les populations les plus défavorisées. Comme en

!!

Quoi qu'il en soit, à 66 ans, l'ex-guerrillera n'a pas peur du combat. Elle s'est forgé un caractère dans les rangs des militants d'extrême gauche sous la dictature militaire au Brésil (1964-1985). Jugée rigide par ses détracteurs, elle mise sur une communication bien ficelée pour adoucir son image et séduire les électeurs. "Plus de changement pour plus d'avenir" est son slogan pour cette campagne. Sa plus grande crainte est pourtant que l'électeur ne la prenne au mot et opte pour le "changement" total, en tournant définitivement la page Dilma. Une affaire de corruption menace d'ailleurs de la freiner dans sa course, alors que son bilan est déjà bien loin des résultats escomptés.

!!

Première femme présidente du Brésil, elle a longtemps bénéficié d'une forte popularité qui a chuté face à la faible croissance et au mouvement protestataire de 2013. Elle aborde toutefois la campagne comme grande favorite, jusqu'à ce que l'entrée en scène de Marina Silva la mette en difficulté.. Rousseff s'est par ailleurs prononcée pour que l'avortement, aujourd'hui interdit, puisse être pratiqué dans les hôpitaux publics et pour le mariage homosexuel (légalisé par le Tribunal suprême fédéral).

38% des Brésiliens déclarent vouloir voter pour Dilma Rousseff lors des prochaines élections présidentielles. C'est 4 points de plus par rapport au mois dernier.

Au Brésil, une supportrice rêve plus que personne de voir son équipe remporter à domicile la Coupe du monde 2014 : sa présidente Dilma Rousseff. Depuis dimanche, le pays est en effet entré officiellement en campagne électorale pour les élections présidentielles prévues le 5 octobre prochain. Favorite dans les sondages, Dilma Rousseff, candidate à sa propre succession, est confortée par le succès ultra-populaire du Mondial. Quatre points en plus. Très critiquée avant le début de la compétition, elle a progressé de quatre points pendant le Mondial, pour atteindre 38% des intentions de vote, selon le dernier sondage Datafolha réalisé par la Fohla de Sao Paulo. Son premier challenger est désormais relégué à 18 points. Il faut dire qu'elle passe pour l'instant une Coupe du monde sans accrocs. Passionnés de ballon rond, les Brésiliens ont mis entre parenthèses leurs revendications sociales (contre le coût du Mondial et l'amélioration des services publics) exprimées massivement avant les premiers matches. Reste qu'à l'heure actuelle, la seule campagne qui les intéresse c'est celle de la

Seleçao. Ils sont beaucoup plus préoccupés par la blessure du buteur Neymar pendant son quart de finale face à la Colombie que par les prochaines présidentielles.

"Je remettrai la Coupe au vainqueur"

Le pays est plus que jamais uni derrière leur équipe et n'attend plus qu'une chose : une finale remportée dans le temple du football, le Maracana de Rio. Et c'est Dilma Rousseff, en personne qui remettra le trophée dans les mains de l'équipe vainqueur, comme elle l'a affirmé ce lundi : "Je remettrai la Coupe au vainqueur dimanche, j'espère que ce sera le Brésil". Mais si le parcours de la Seleçao s'arrête prématurément face à l'Allemagne, il est fort possible que le peuple brésilien prenne un gros coup au moral... qui pourrait être fatal à la présidente.

Héritière désignée de Luiz Inacio Lula da Silva, M^{me} Rousseff avait atteint début 2013, à peine deux ans après avoir accédé à la plus haute marche, un taux de popularité inégalé auprès des Brésiliens de 77 %, mieux que son mentor. Avec la fronde sociale de juin, un mouvement de protestation d'une ampleur inédite, la présidente est tombée à 30 % d'opinions favorables, le plus violent décrochage de l'histoire démocratique du Brésil. On vantait sa rigueur et sa discrétion. On dénonça alors son dirigisme, son isolement.

L'« Angela Merkel sud-américaine » de gauche, comme on la surnomme, a su remonter la pente, lentement et patiemment malgré des résultats économiques décevants. Lorsque la mort accidentelle, le 13 août, du candidat Eduardo Campos propulse spectaculairement Marina Silva dans la campagne, la présidente sortante décroche à nouveau. Elle est distancée dans tous les instituts de sondage par l'ancienne candidate écologiste. Au sein même du Parti des travailleurs (PT), qu'elle n'a rejoint qu'en 2000, vingt ans après sa fondation, un courant « Reviens Lula » donne même de la voix. Mais Dilma tient bon. Et Lula se démène à ses côtés.

Celle qui n'avait jamais encore disputé aucune élection avant son premier mandat a su infléchir sa campagne et mener avec poigne la contre-offensive début septembre. Soutenue par la puissante machine électorale du PT, elle prend pour cible l'ancienne ministre de l'environnement du gouvernement Lula. Face à la promesse d'une « nouvelle politique » incarnée par Marina Silva, elle se pose en garante des avancées socio-économiques qui ont permis à 40 millions de Brésiliens d'accéder à la classe dite « moyenne » et à la consommation.

